



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Strasbourg, le 03/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS

ZI DE BALEYCOURT
BP 95
55100 Verdun

Références : FR000000000001155
Code AIOT : 0006200938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS implanté ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS
- ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun
- Code AIOT : 0006200938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société VALTRIS exploite des installations de fabrication d'huile technique et alimentaire, de biodiesel et d'esters, autorisées par arrêté préfectoral du 5 juillet 1976 modifié.

La puissance des appareils de combustion du site soumettent les installations au Système d'Échange des Quotas d'Émissions de CO₂ (SEQE) en application de la Directive 2003/87/CE.

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO₂ et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité, approuvés par le préfet.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
3	Sources de données (quantités de chaleur mesurable consommée)	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Programme métrologique pour la déclaration des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le diagramme des flux, le Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité de l'installation ainsi que les demandes de dérogations associées (notamment celles concernant la quantité de chaleur nette consommée par les installations) doivent être corrigés sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...) Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes: 1.Informations générales concernant l'installation : (...) d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom, et la distinction entre les sous-installations utilisées pour la fabrication des marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 et les sous-installations utilisées pour la fabrication d'autres marchandises, sur la base des codes NC; (...) Constats : L'installation est découpée en - 1 sous-installation « chaleur CL » (Carbone Leakage, c'est à dire soumise à fuite de carbone), incluant les activités de production (esters, biodiesel, trituration, raffinage) et de chauffage des locaux ; - 1 sous-installation « combustible CL » incluant les 2 groupes motopompes incendie du site. Les 2 schémas constituant actuellement le diagramme des flux doivent être fusionnés pour répondre à la prescription (et ainsi permettre une vision d'ensemble du sujet). Par ailleurs : - les différents types de chaleur doivent être distingués sur le diagramme (vapeur, huile thermique, eau chaude) ; - les compteurs utilisés pour le comptage ou ceux utilisés pour corroborer des données doivent

<p>être distingués ;</p> <p>- dans l'idéal, le diagramme devrait permettre de distinguer les compteurs positionnés au niveau des chaufferies (chaleur produite) et ceux positionnés au niveau des différents ateliers (chaleur consommée).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Programme métrologique pour la déclaration des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription est considérée comme respectée.</p> <p>L'exploitant dispose d'une liste de tous les instruments de mesure critiques pour la conduite des installations, revue annuellement.</p> <p>La liste mentionne si le contrôle effectué est interne ou externe, sa fréquence (de 1 à 5 ans), la date du contrôle. Les fréquences de contrôle sont adaptées en fonction, entre autres, de la dérive de l'instrument observée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sources de données (quantités de chaleur mesurable consommée)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes</p>

soit remplie:

- a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;
- b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;
- c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

L'exploitant applique actuellement une perte de chaleur forfaitaire de 2 % pour déterminer la quantité de chaleur consommée par la sous-installation chaleur CL ce qui ne correspond pas à la source de données la plus exacte possible mais à un niveau de méthode 4.5.e selon la section 4 de l'annexe VII du règlement susmentionné .

La demande de dérogation pour infaisabilité technique présentée dans le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) ne porte que sur le plus haut niveau de méthode requis (4.4.a). Elle n'est pas recevable en l'état et doit être complétée par des demandes de dérogation itératives jusqu'au niveau 4.5.e.

Si ces demandes de dérogation itératives s'avèrent acceptables et que l'application d'un niveau 4.5.e est au final toujours retenu, l'exploitant devra procéder à une estimation des pertes de chaleur et ne devra plus utiliser un forfait de 2 % de perte par défaut dont on ignore s'il est adapté aux installations.

La visite a permis de constater à ce sujet :

- que certains lieux de production de chaleur étaient éloignés de plusieurs centaines de mètres du lieu de consommation ;
- qu'un certain nombre de compteurs étaient déjà installés et les données mesurées par ces compteurs (tonnages vapeur) remontées au niveau de la supervision du process mais sans enregistrement ni données de température ne permettant pas dans la configuration actuelle d'exploiter ces données.

La mise à jour des dérogations associées au PMS doit être l'occasion de mettre à jour le contenu de ce dernier en prenant en compte les remarques effectuées par l'organisme vérificateur des niveaux d'activité et du fichier de collecte de données 2024.

La mise à jour du PMS et des dérogations associées devra être transmise sous 3 mois avec une date d'application au 01/01/2025. Pour mémoire, l'exploitant est invité à se référer notamment au paragraphe 7 « Règles de détermination de la chaleur mesurable nette » de l'annexe VII du règlement susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois